



Une (seule) journée internationale des femmes?

«Les femmes ont un jour par an. Nous, les hommes, tous les autres !» Cette phrase est répétée régulièrement, souvent avec un certain sourire. Il est d'ailleurs pour le moins surprenant que la moitié de l'humanité se partage un seul jour pour se mettre en vitrine. Et comment se fait-il qu'au 21^e siècle il est toujours nécessaire de pointer les droits des femmes ? Il y a actuellement des conflits dans de nombreux endroits du monde et certains font la une des journaux. Mais de nombreuses batailles commencent déjà au domicile : la violence domestique envers les femmes et les filles est malheureusement en augmentation et ce dans toutes les couches de la société et dans tous les pays. Statistiquement, les femmes ayant un faible niveau d'éducation formelle, sont davantage exposées à la violence domestique. Dans ce domaine comme dans d'autres, c'est l'éducation qui fait la différence. Dans plusieurs de nos pays partenaires, il existe encore un énorme fossé entre les paroles politiques, les instruments juridiques qui reconnaissent et défendent les droits des femmes et les possibilités réelles pour les femmes de jouir pleinement de leurs droits. De nombreuses femmes ne sont pas informées de leurs droits fondamentaux. L'analphabétisme, l'ignorance des textes et des lois, la méconnaissance du système judiciaire sont autant d'obstacles à la promotion des droits humains. Dans le domaine politique, les femmes

s'arrivent que difficilement à faire valoir leurs droits. De nombreuses filles ne peuvent toujours pas aller à l'école. Elles sont mariées tôt, doivent ensuite effectuer des tâches ménagères et élever des enfants dans la famille de leur mari. Dès leur plus jeune âge, elles sont éduquées à se soumettre et à obéir à leur mari, ce qui les rend vulnérables.

Selon le Rapport Mondial de Suivi sur l'Éducation de l'UNESCO, publié en septembre 2022, « les disparités entre les genres dans l'éducation ont rapidement évolué, les filles comblant, voire inversant, les écarts qui les séparaient des garçons en matière d'accès, d'achèvement et d'apprentissage aux différents niveaux d'enseignement ». Alors que ces données sont prometteuses, les défis liés à l'égalité des genres qui existent dans le domaine de l'éducation persistent. Derrière cette réussite à l'échelle mondiale, on n'aperçoit pas forcément l'exclusion extrême des filles défavorisées des zones rurales des pays les plus pauvres du monde. Chez les adultes, les femmes sont toujours plus susceptibles d'être analphabètes que les hommes. L'Afrique subsaharienne reste la région la plus en retard en matière de parité entre les genres et ce au grand détriment des filles. Mobilisons-nous 365 jours par an pour les filles, les femmes et leurs droits !

MALGRÉ L'INSTABILITÉ POLITIQUE, NOTRE PROJET PORTE SES FRUITS



La République Démocratique du Congo figure parmi les plus grands États de l'Afrique mais aussi parmi les plus pauvres. Le système éducatif congolais se trouve dans une situation compliquée à la suite des guerres qui se sont succédées et surtout à cause de la forte croissance démographique. En effet, la République démocratique du Congo compte plus de 77 millions d'habitants et fait partie des vingt pays les plus peuplés au monde. Malgré le fait que la scolarité est obligatoire, les écoles et universités sont souvent réservées aux classes aisées. Pourtant, pour le bon développement du pays, il serait impératif que tous les enfants puissent acquérir des connaissances de base. Moins d'un enfant sur trois termine l'école fondamen-

tales et environ 4,7 millions d'enfants ne vont pas du tout à l'école. Et pour couronner le tout, l'instabilité politique reste forte, surtout dans les provinces du Kivu à l'est du pays, où des combats sanglants sont fréquents. Dans leur situation désespérée, de nombreux gens ont tout abandonné et vivent maintenant dans des camps de réfugiés à l'intérieur du pays où ils attendent de pouvoir retourner dans leurs maisons.

Notre projet avec le Jesuit Refugee Service (JRS) est intitulé « améliorer l'accès à l'éducation de base aux enfants déplacés les plus vulnérables de Goma territorial en province du Nord-Kivu ». Il s'étend sur la période du 1er Janvier 2021 au 31 décembre 2024, soit sur une durée de 4 ans. Le projet s'adresse aux élèves dépla-

cés et autochtones les plus vulnérables répartis dans 21 établissements scolaires primaires à Mugunga (dans la périphérie de Goma), Sake et Bweremana (dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu) et Minova (dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu). Parmi ces élèves bénéficiaires se trouvent aussi quelques élèves déplacés Rwandais et Burundais qui préfèrent ne pas se présenter dans la communauté comme réfugiés pour échapper à la stigmatisation et aux questions de sécurité.

Bien qu'annoncée par le gouvernement de la RDC depuis 2019, la gratuité de l'éducation de base n'est guère effective. Beaucoup d'écoles primaires publiques ne reçoivent aucun soutien de l'État. Les enseignants sont non-payés et de ce fait démotivés et les écoles ne bénéficient pas de frais de fonctionnement. Tout ceci impacte bien sûr négativement la qualité de l'éducation des élèves.

C'est ainsi que CSI, grâce au travail avec son partenaire local JRS, est en collaboration directe avec la population afin d'exécuter ce projet d'appui à l'éducation primaire en apportant des solutions palliatives aux différentes difficultés que rencontrent les ménages sélectionnés dans la scolarisation de leurs enfants.





Durant l'année 2022, le projet a suivi son rythme normal. L'activité la plus remarquable a été celle de la mise en place de 5 bibliothèques dans 5 écoles choisies stratégiquement pour que l'ensemble des élèves de 21

écoles ciblées par le projet puisse en avoir accès. De plus, 1000 kits scolaires ont été achetés, 50 enseignants ont été formés, des cours de préparation aux examens de fin de cycle scolaire ont été préparés et des parents ont été sensibilisés quant à l'im-

portance de l'éducation. Des thérapies de groupes et des séances de suivi psychologiques sont aussi organisées pour les parents et pour les enseignants.

La situation sécuritaire liée aux affrontements armés entre les forces gouvernementales et les rebelles du M23 dans les alentours de la ville de Goma ont paralysé quelques activités du projet. Néanmoins, il est important de noter que les enfants continuent d'aller à l'école, de préparer leurs examens et de participer aux activités culturelles et récréatives malgré l'instabilité accrue qui règne dans la région.

TROTZ DER POLITISCHEN INSTABILITÄT TRÄGT UNSER PROJEKT FRÜCHTE

CSI arbeitet mit seinem lokalen Partner Jesuit Refugee Service (JRS) direkt mit der Bevölkerung zusammen, um dieses Projekt zur Unterstützung der Grundschulbildung durchzuführen. Verschiedene Lösungen werden den ausgewählten Haushalte bei der Einschulung ihrer Kinder angeboten.

Im Jahr 2022 nahm das Projekt seinen normalen Verlauf. Die bemerkenswerteste Aktivität war die Einrichtung von 5 Bibliotheken in 5 strategisch ausgewählten Schulen um allen Schülerinnen und Schülern der 21 Zielschulen des Projekts Zugang zu diesen Bibliotheken zu verschaffen. Darüber hinaus wurden 1000 Schulsets gekauft, 50 Lehrkräfte ausgebildet, Vorbereitungskurse für die Abschlussprüfungen ausgearbeitet und Eltern über die Bedeutung von Bildung aufgeklärt. Außerdem



werden Gruppentherapien und psychologische Nachbetreuung für Eltern und Lehrer organisiert.

Die Sicherheitslage aufgrund der bewaffneten Auseinandersetzungen zwischen den Regierungstruppen und den M23-Rebellen in der Umgebung der Stadt Goma hat einige Projektak-

tivitäten gelähmt. Dennoch ist es wichtig zu erwähnen, dass die Kinder trotz der erhöhten Instabilität, die seit einigen Monaten in der Region Nord-Kivu herrscht, weiterhin zur Schule gehen, sich auf ihre Prüfungen vorbereiten und an Kultur- und Freizeitaktivitäten teilnehmen.



EDITO

Liebe Leserinnen und Leser,

Frauen sind wichtige Akteurinnen in der Entwicklungszusammenarbeit. Sie verfügen über so viel Stärke, Wissen, spezielle Fähigkeiten und innovative Ideen – kurz: über ein enormes Potenzial! Dies können wir bei CSI in vielen unserer Projekte erleben, in denen starke Frauen Ideen und Programme vorantreiben und maßgeblich zum guten Gelingen beitragen. Wie die nigerianische Schriftstellerin Chimamanda Ngozi Adichie es unterstreicht: „Wir alle sollten Feministen sein! Denn Geschlechtergerechtigkeit macht Gesellschaften stärker. Wenn Frauen gleichberechtigt sind und die gleiche Verantwortung tragen, gibt es weniger Armut, weniger Hunger und mehr Stabilität in der Welt.“ Es lohnt sich also, die Rechte, die Ressourcen und die Repräsentanz von Frauen und Mädchen zu stärken. Dazu bedarf es u.a. eines Zugangs zur Bildung, den CSI in seinen Projekten ermöglicht, auch Dank Ihrer Unterstützung! Vielen Dank!

Patrick de Rond, Präsident

Chers lecteurs,

Les femmes sont des actrices importantes de la coopération au développement. Elles disposent de tant de force, de connaissances, de capacités spéciales et d'idées innovantes - bref, d'un énorme potentiel ! Chez CSI, nous pouvons en faire l'expérience dans beaucoup de nos projets, où des femmes fortes font avancer des idées et des projets et contribuent de manière déterminante à leur réussite. Comme le souligne l'écrivaine nigériane Chimamanda Ngozi Adichie : « Nous devrions tous être des féministes ! Car l'égalité des sexes rend les sociétés plus fortes. Lorsque les femmes sont égales en droits et en responsabilités, il y a moins de pauvreté, moins de faim et plus de stabilité dans le monde. » Il vaut donc la peine de renforcer les droits, les ressources et la représentation des femmes et des filles. Pour cela, il faut, entre autres, un accès à l'éducation, ce que CSI rend possible dans ses projets, notamment grâce à votre soutien ! Merci beaucoup !

Patrick de Rond, président

REMISE DE CHÈQUE ORGANISÉE PAR „D’GEMENG BETZDER HËLLEFT“



Lors d'une remise de chèque, qui a eu lieu le mardi 21 février dernier à la Mairie de Berg, le conseil communal de Betzdorf a accordé une somme totale de 42.500 € à toute une série de projets humanitaires et sociaux, ceci dans le cadre de son initiative „D’Gemeng Betzder hëlleft“.

Un montant de 2.500 € a été accordé à CSI et sera immédiatement affectée à notre projet au Soudan du Sud.

17 autres ONG luxembourgeoises étaient invitées à la cérémonie et ont présenté brièvement leur travail. C'était une belle occasion d'échanger avec les autres associations. CSI remercie de tout cœur la commune de Betzdorf et son Bourgmestre, Monsieur Jean-François Wirtz, pour la générosité et le précieux soutien !

„Syrener Leit“ spenden 2.000 Euro für CSI-Projekte in Indien

Am Dienstag, dem 31. Januar 2023 lud der „Syrener Gesangverein“ zur jährlichen Generalversammlung ein. Anschließend überreichten die „Syrener Leit“ einen Scheck in Höhe von 2.000 Euro an CSI-Verwaltungsradmitglied, Bob Kirsch.

Die „Syrener Leit“ laden jedes Jahr nach der Messe an Heiligabend zu einem Gläschen Glühwein ein.

Dabei konnten 2022 etwa 1.000 Euro gesammelt werden. Vincent Reding, Bürgermeister der Gemeinde Weiler zum Turm, erklärte, dass die Gemeinde bereitwillig den gesammelten Betrag verdoppelt und spendet. Bob Kirsch gab Erklärungen zum Engagement von CSI in Indien und dankte allen Anwesenden für die willkommene Unterstützung. Vielen herzlichen Dank!



IMPRESSUM

Chrëschtlech Solidaritéit International (CSI) asbl,
ONG agréée
51, rue de Strasbourg
L-2561 Luxembourg

Tel.: 26 64 93 89 / E-mail: info@csi.lu
de Magazin

CCPL:
IBAN LU27 1111 0868 8772 0000
(Spenden sind steuerlich absetzbar)

Erscheinungsweise:
monatlich (Auflage: 1.000)

REDAKTION:
Julienne Djougue, Sybille Gernert, Carl Hahn, Sandra Scheuren, Patrick de Rond und Sylvie Grein.

REDAKTIONSSCHLUSS:

jeweils zum Monatsende · Der Nachdruck von Artikeln dieses Heftes ist unter Angabe von Quelle und Zustellung von zwei Belegexemplaren ausdrücklich erwünscht.

Danke für Ihre Spenden.

www.csi.lu